

Manque de reconnaissance du métier de sage-femme

15^e législature

Question écrite n° 25015 de Mme Sylviane Noël (Haute-Savoie - Les Républicains)

publiée dans le JO Sénat du 21/10/2021 - page 5971

Mme Sylviane Noël attire l'attention de M. le ministre des solidarités et de la santé s'agissant du mal-être croissant des sages-femmes dans notre pays.

En effet, entre le manque de reconnaissance de leur profession, l'absence de revalorisation salariale et l'incompréhension de leur métier, les contestations sont nombreuses pour les 24 000 sages-femmes de France.

Depuis plusieurs mois, une grande partie d'entre elles font grève pour faire savoir leur épuisement et leur colère. Si le Gouvernement a prévu une revalorisation salariale de 100 euros pour les sages-femmes hospitalières, cette mesure reste insuffisante pour ces dernières à bien des titres.

Pour mémoire, leur profession nécessite plusieurs années d'études et de formation et leur impose de nombreuses responsabilités à l'heure où leurs conditions de travail ne cessent de se dégrader. Face au manque de moyen et de personnel notamment dans les salles d'accouchement, elles doivent de plus en plus gérer les urgences en étant à flux tendu dans la majorité des cas, souvent au détriment de leur vie personnelle et de leur propre famille.

Un constat également partagé par les 35 % de sages-femmes libérales qui essaient par exemple d'absorber le suivi post-natal des mamans et qui sont obligées de refuser des patientes, débordées de travail.

À l'hôpital comme en libéral, ces sages-femmes, pourtant définies comme profession médicale dans le code de la santé publique, aux côtés des médecins et des chirurgiens-dentistes, peinent à être considérées comme telles en particulier au sein des hôpitaux alors qu'elles endossent de grandes responsabilités médicales et ont des compétences toujours plus nombreuses. Depuis 2009, les sages-femmes peuvent opérer le suivi gynécologique et contraceptif des femmes et depuis 2015, pratiquer des interruptions volontaires de grossesse (IVG) médicamenteuses.

Oubliées du Ségur de la santé, n'ayant pas pu prendre part aux négociations salariales, elles souhaiteraient obtenir enfin un vrai statut, à la hauteur de leur mérite et de leurs études.

Elle souhaiterait donc connaître les intentions du gouvernement pour revaloriser cette profession.

En attente de réponse du Ministère des solidarités et de la santé

Alerte mail

L'outil de veille du Sénat : si vous voulez être informé (gratuitement) par courrier électronique quand la